

Conseil national du PCF – 30 janvier 2021

Rapport de Fabien Roussel, secrétaire national du PCF

Cher·e·s camarades,

Je veux d'abord adresser à chacune et chacun d'entre vous mes vœux les plus fraternels pour cette nouvelle année, et ceux de bonne santé évidemment, et souhaiter en priorité à notre pays et aux peuples du monde de vaincre ce virus.

La pandémie, si elle n'est pas la principale source de la crise dans laquelle est plongée notre pays, a, comme nous l'avons souligné il y a près d'un an désormais, considérablement approfondi et accéléré celle-ci.

Tant au plan international qu'à l'échelle de l'Europe et de la France, la période est ainsi marquée par un accroissement des inégalités, des divisions, des affrontements entre les Etats et au sein même des nations. Avec de lourds dangers de dérives populistes, qui prennent le pas sur l'indispensable affrontement de classes et dont nous devons mesurer les menaces qu'elles font planer.

Ainsi, la séquence électorale qui vient de se dérouler aux Etats-Unis a certes permis de mettre un terme à une expérience populiste, institutionnalisée jusqu'à la Maison-Blanche par l'arrivée au pouvoir de Trump, en 2016.

Mais nous sommes lucides.

Avec Joe Biden, les clés de tous les pouvoirs restent bien d'abord entre les mains des milieux d'affaires.

L'enjeu pour le peuple américain est pourtant bien là : garantir le droit à la santé, lutter contre la pauvreté, le chômage, le racisme, le sexisme car les suprémacistes blancs, guidés par Trump, ont pris du poids ces dernières années et restent une menace pour les Etats-Unis et le monde.

Envahir le Capitole aux Etats-Unis, gracier Steeve Banon et voir Trump quitter la Maison-Blanche en disant « je reviendrai » montre que le fascisme reste une lourde menace dans ce pays et pour le monde.

Les résultats de dimanche dernier aux élections présidentielles au Portugal l'illustre aussi : Le PCP y enregistre 4,2 %, le Bloco 3,9 %, mais la percée de l'extrême droite constitue un fait notable.

Nous vivons dans le monde une succession de crises qui nourrissent les dérives populistes, autoritaires.

Cette montée du populisme, du fascisme doit nous interpeller car elle existe aussi en France, faute de perspectives politiques.

Repliée derrière un Conseil de défense qui s'arroge de nombreux pouvoirs, la majorité actuelle crée toutes les conditions pour alimenter le désarroi populaire. Les annonces d'hier soir par le Premier ministre n'y changeront rien.

L'organisation de la campagne vaccinale constitue un véritable scandale. Alors que c'est elle qui pourrait, à terme, nous éviter de nouveaux confinement et des restrictions de nos libertés.

C'est le vaccin qui suscite l'espoir en cette nouvelle année 2021. C'est une prouesse technologique de la part des chercheurs du monde entier.

Mais ces découvertes sont aujourd'hui entre les mains de l'industrie pharmaceutique qui a décidé de gagner encore plus d'argent sur la pandémie.

Comment accepter l'idée que des vaccins contre cette pandémie existent mais qu'ils ne peuvent pas être produits massivement sur toutes les chaînes de productions du monde car ils sont protégés par des brevets !! Quand on vend les vaccins au privé, on est privé de vaccin !

Pfizer vient de décider de livrer 100 millions de dose alors que l'Union européenne en a acheté 120 millions.

De leurs côtés, AstraZeneca et Moderna annoncent qu'ils ne seront pas capables de livrer les doses prévues. Bref, ceux qui nous vantaient les capacités du marché à trouver la meilleure réponse sanitaire doivent bien constater que que les logiques financières ont vite repris le pas, aux dépens des besoins de santé.

Que dire de Sanofi qui décide de licencier 400 chercheurs en pleine pandémie !

Paul Hudson, son PDG, a pourtant bien empoché les 150 millions d'euros de crédit-impôt-recherche par an. Il a distribué 4 milliards de dividendes en 2020. Et lui-même se paye un salaire d'un million d'euros par mois !

C'est ce qui nous a conduit, avec Fabien Cohen, à prendre l'initiative d'un rassemblement, avec nos camarades du Val-de-Marne, nos parlementaires Laurence Cohen et Pascal Savoldelli, Christian Favier, le président du Conseil départemental, la maire de Gentilly, Patricia Tordjman, de nombreux élus et de militants du département, de la CGT, devant un des principaux établissements de ce groupe, à Gentilly mercredi dernier.

Nous avons été les premiers à demander que les vaccins découverts soient libérés des brevets, des licences déposés par les laboratoires.

Plusieurs fédérations ont d'ailleurs distribué le tract national devant les sites Sanofi, dans l'Hérault, dans le Loiret, ou encore en Gironde.

En cas d'urgence sanitaire, quand le marché est incapable de répondre aux besoins, la loi permet de réquisitionner les usines, et les licences pour répondre aux besoins.

Aujourd'hui, vous imaginez bien que le président de la République et tous les gardiens du dogme libéral au sein de la Commission européenne ne veulent pas en entendre parler !!

Et de nombreuses voix s'élèvent, comme Patrick Pelloux, ou Axel Kahn, comme le professeur Benarus qui a publié une belle tribune dans *l'Humanité* sur ce sujet, pour porter cette même exigence, la seule permettant de faire des vaccins contre la Covid-19 un bien commun pour l'humanité. De nombreux chercheurs et chercheuses de plusieurs pays avaient déjà publié un appel dans ce sens, dès le mois de mai, dans une tribune diffusée par la revue *Progressistes*.

Le Premier ministre grec, le gouvernement d'Afrique du Sud appellent également à lever les brevets sur les vaccins.

Enfin, ce combat contre le virus montre l'urgence de bâtir dans notre pays un pôle public de santé, de la production des médicaments, des vaccins, jusqu'aux soins, proposition que nous portons à travers un texte de loi des parlementaires communistes.

Cette bataille met aussi en exergue la nécessité de donner plus de moyens à la recherche publique, à la recherche fondamentale : en France, un chercheur débute avec un salaire de 1756 euros au 1^{er} échelon alors que c'est le triple en Allemagne ou aux Etats-Unis.

Les moyens consacrés à la recherche publique ne dépassent pas les 2 % du PIB en France alors qu'ils atteignent 3 % en Allemagne.

Une grande part de l'argent public dans ce domaine alimente de fait les 6,4 milliards d'euros du crédit-impôt-recherche essentiellement destiné aux grands groupes, plutôt que de financer la recherche publique.

Vous le voyez, nous avons beaucoup à dire sur cette question, pour nous adresser notamment aux chercheurs, aux ingénieurs, aux techniciens.

Amplifions la campagne européenne « Pas de profits pour la pandémie », pour demander la levé des brevets et qui rencontre aussi les préoccupations populaires, comme en témoigne la réussite de la journée de mobilisation d'il y a deux semaines, là où elle s'est organisée. C'est un formidable levier pour rencontrer les Français, débattre avec eux des causes de cette crise, mais aussi des perspectives pour en sortir.

« S'en sortir »! Voilà ce que nous devons porter, car c'est possible !

C'est pour traduire cet espoir que j'ai proposé l'idée d'un pacte avec les Français, face à cette pandémie.

Oui, nos concitoyens sont de plus en plus réticents à subir un confinement. Des mesures difficiles parce que contraignantes, pour lutter contre cette flambée épidémique peuvent être prises s'il y a transparence, s'il y a une trajectoire à moyen et long terme, une politique économique et sociale efficace qui empêche les plans sociaux, la pauvreté, une campagne de vaccination de masse et un soutien à nos hôpitaux publics.

Les Français ont le sentiment – légitime – de subir, seuls les effets de cette pandémie.

C'est le cas de tous ces salariés, les secondes lignes, comme les femmes de ménages, les caissières, toutes ces professions qui continuent de travailler, au contact avec le public.

Pour ces travailleuses et travailleurs, 7 contrats sur 10 sont des CDD.

Les emplois sont partiels, les salaires sont bas, la précarité explose.

Tout comme ces commerçants, ces artisans que j'ai rencontrés en Seine-Maritime, à l'invitation d'Hubert Wulfranc, qui me disent combien, avec leur salaires, ensemble, ils souffrent de cette situation, des primes d'assurance et des loyers à payer alors qu'aucune recette ne rentre ! Comment ne pas comprendre, de leur part, la colère à l'approche d'un nouveau confinement !

Nous l'avons dit dès le printemps dernier : cette crise révèle la véritable portée de toutes ces politiques libérales, de baisses des dépenses publiques utiles, qui ont, gouvernement après gouvernement, marqué notre pays. Elle met en accusation un système qui a affaibli nos services publics, désindustrialisé le pays et porté atteinte à notre souveraineté économique, y compris en matière sanitaire.

Pire, elle est utilisée opportunément par le capital pour accélérer les opérations de restructuration des groupes et des filières, organiser le déménagement industriel, aiguïser cette compétition économique entre les hommes et entre les territoires.

Le monde du travail, de l'ouvrier à la soignante, de l'artiste à l'agriculteur, de l'ingénieur au commerçant paie lourdement cette crise.

840 000 emplois supprimés en 2020 ! Ces chiffres ne tiennent pas compte des non-salariés, ces artisans et commerçants qui ont tout perdu cette année.

Et ce malgré les 560 milliards d'euros d'argent public mis sur la table par le gouvernement, sous forme de prêts et de subventions bien mal utilisés.

Le monde du travail, la jeunesse, les retraités, eux, paient aussi lourdement la crise avec des factures qui s'envolent et des pensions, des salaires, des aides qui stagnent.

Tout comme la vie associative. J'ai rencontré, à l'initiative de Marie-Jeanne Gobert, en présence d'Eliane Assassi, les responsables nationaux de plusieurs fédérations associatives. Ce sont plus de 60 000 emplois qui sont menacés par la crise sanitaire et l'absence d'activité, la perte d'adhérents, de licenciés.

Ils ont besoin d'un accompagnement plus fort. Mais cet accompagnement financier ne peut pas reposer essentiellement sur les finances publiques.

Et c'est là que le bât blesse dans la politique du gouvernement qui fait reposer essentiellement l'effort de la crise sur la dépense publique, sans solliciter les assurances, les banques, les profits et même les grandes fortunes. Le capital n'est pas mis à contribution. Pourtant, il y a besoin d'injecter encore beaucoup d'argent dans l'économie pour compenser l'arrêt de certaines activités, pour soutenir nos communes, pour soutenir la jeunesse, nos services publics, pour maintenir dans l'emploi, en formation ou dans le chômage partiel, des centaines de milliers de salariés.

Il y a aussi besoin de porter une exigence plus forte sur l'utilisation de l'argent public pour qu'il soit utile à la création d'emplois et à la transition écologique.

Et puis, il y a les multinationales, les grands groupes : ce sont plus de 200 000 emplois d'ores et déjà menacés par des PSE.

Michelin, Vallourec, Danone, Airbus, Air France, ADP, Bridgestone, Total, Renault et j'en passe, tant la liste est longue.

C'est une saignée sans précédent. Oui, ils font le choix de dévitaliser le pays, de l'affaiblir.

Les conséquences pour l'emploi, pour les sous-traitants, pour nos collectivités, pour le climat sont terribles.

Nous avons pris le parti de rendre visible notre engagement aux côtés du monde du travail.

Lors de ma visite en Seine-Maritime, accompagné d'Aurélien Lecacheur, de Céline Brulin, et à l'invitation d'Hubert Wulfranc et de la fédération de Seine-Maritime, j'ai pu rencontrer en une journée, les salariés d'un site de Vallourec promis à la fermeture, ceux d'EDF mobilisés contre le projet Hercule, de Sanofi, de la SNCF et enfin les gérants ou patrons de petites entreprises de l'événementiel et de la culture.

Partout, je mesure à la fois la colère, les attentes vis-à-vis des responsables politiques.

De telles rencontres ont lieu dans toute la France, comme avec les camarades de l'Hérault auprès des salariés de Schneider, ceux de la Nièvre avec les équipementiers automobile, ceux du Pas-de-Calais auprès des Bridgestone, ou encore toutes les fédérations mobilisées pour exiger des recrutements massifs dans les hôpitaux.

N'oublions pas de nous adresser aussi aux commerçants, aux dirigeants des TPE-PME qui doivent payer ce trimestre leurs cotisations d'assurances, leurs loyers alors que leur activité est fermée ou fortement impacté.

Un gérant d'une boîte de l'événementiel exprimait sa colère, à Oissel, en nous expliquant qu'il a dû payer 8 000 euros d'assurances pour ce trimestre. Un autre ne sait pas comment il va aussi rembourser les prêts garantis par l'Etat dans les prochains mois, alors que son entreprise est toujours fermée.

Le Medef aime bien parler des « charges » en pointant les cotisations, mais c'est à nous, de pointer les vraies charges qui pèsent sur ces PME, les charges financières des banques et des assurances notamment.

Ce travail en direction des entreprises, par branche, nous amène aussi à relancer ou redynamiser des réseaux communistes, à l'image des cheminots, des salariés de Thales, de l'aéronautique, de La Poste ou encore de General Electric et plus globalement de tout le secteur de l'énergie, qui sont d'ailleurs à l'initiative de nos **états-généraux de l'énergie**, le 13 février prochain.

Sur ce sujet, la **belle campagne des énergéticiens contre le projet Hercule** qui vise à éclater les différentes activités d'EDF et à privatiser l'activité hydraulique.

Cette campagne est l'occasion, avec nos parlementaires, de pousser sur la nécessité d'une vraie maîtrise publique de la production d'énergie en France, nucléaire et renouvelable.

C'est la seule voie possible en vue d'un mix énergétique d'ici 2050, répondant aux exigences d'une neutralité carbone en 2050, tout en répondant aux besoins d'approvisionner nos concitoyens, nos entreprises, notre industrie, avec une énergie pilotable, peu chère et décarbonée.

Je voudrais aussi saluer nos camarades de la JC et de l'UEC qui mènent une belle campagne **en direction de la jeunesse et mettant le gouvernement face à ses responsabilités**.

Les conditions de vie de millions de jeunes sont dramatiques, au point parfois de pousser certains d'entre eux pire. La réponse du pouvoir, avec les repas à un euro par jour, est bien évidemment très en-deçà de la situation catastrophique que vivent les étudiants, mais aussi les jeunes salariés et sans-emplois.

Nous serons avec eux pour porter plus fort encore l'exigence d'un revenu étudiant qui ne soit pas en deça du seuil de pauvreté, pour qu'un emploi ou une formation soit proposé à chaque jeune qui finit ses études et entre sur la marché du travail !

J'invite d'ailleurs les directions du parti à se saisir du beau travail réalisé par Marie-George Buffet sur les effets de la pandémie sur notre jeunesse. Il y a dedans de nombreux arguments et propositions que nous pouvons aussi faire connaître. Organisons des débats dans nos fédérations sur cette question.

Nous pouvons aussi le faire en lien avec **les états-généraux de l'éducation**, désormais lancés par les camarades du réseau Ecole sur la base d'un appel de 100 personnalités publié par *l'Humanité*.

Vous le voyez, de nombreux secteurs sont à l'initiative et je ne peux pas citer tout ce qui se fait actuellement.

Il y a aussi la victoire des associations féministes qui ont réussi à conserver la maîtrise du numéro d'appel 3919 en empêchant le gouvernement de lancer un appel d'offres sur la gestion de cette ligne qui restera donc gérée par les associations.

Il y a aussi la victoire des élus signataires de l'appel de de Grigny et de notre camarade Philippe Rio qui exigeaient un plan de relance consacré aux communes concentrant de nombreuses difficultés.

Hier, ils ont obtenu du Premier ministre, en déplacement à Grigny, 3,3 milliards d'euros et la création de plusieurs centaines de postes de médiateurs, d'éducateurs spécialisés, d'agents Pôle emploi et le prolongement de plusieurs dispositifs.

« Il ne faut pas faire la fine bouche », dit Philippe, car tout cela converge avec ce que nous demandons.

Il y a, enfin, la mobilisation des salariés de Grid, à Villeurbanne, en grève contre l'arrêt de la production pour les centrales nucléaires et l'hydro-électrique. Le seul établissement en France à faire ce travail !

Grâce à leur mobilisation, et je me suis rendu sur place en fin d'année dernière pour les soutenir, la délocalisation de cette activité est stoppée et 104 emplois sont à ce jour sauvés sur les 200 initialement prévus.

Voilà ce qui doit nous encourager, nous pousser à soutenir celles et ceux qui luttent encore aujourd'hui.

Mais la prochaine mobilisation sera celle du 4 février prochain, aux coté des salariés pour une mobilisation interprofessionnelle. Nous appelons à y participer nombreux.

J'en viens à la préparation des échéances électorales de 2021 et de 2022.

Nous menons, partout dans nos régions et nos départements, le débat pour mettre en œuvre les décisions que nous avons prises en conseil national pour les deux élections, régionales et départementales, de juin prochain :

- porter des propositions ambitieuses pour nos départements, pour nos régions comme celles présentées par Evelyne Ternant : défense de nos services publics, refus de la privatisation des TER, accès aux transports collectifs, développement de la formation professionnelle, lutte contre la pauvreté, actions en faveur du climat et de la biodiversité, soutien aux communes, contrôle des aides publiques aux groupes, développement de l'industrie, conférence régionale pour l'emploi,...

- faire gagner ces idées en les mettant au cœur de dynamiques politiques avec les forces vives de nos territoires, en les discutant avec le mouvement social, les citoyens engagés, en concluant des accords que nous signons ou discutons actuellement avec les autres forces de gauche et obtenir le plus d'élus communistes possible pour les mettre en œuvre ;
- chercher le rassemblement le plus large, au premier puis au second tour, pour battre les représentants du pouvoir national, les droites et l'extrême droite. Discutons avec toutes les forces de gauche et écologistes, car notre objectif est de faire gagner ces propositions, de faire gagner des majorités de gauche écologistes.

Nous aurons donc des accords avec l'ensemble de ces forces, aux départementales comme aux régionales.

J'espère, comme nous l'avons toujours dit, que nous arriverons à convaincre nos partenaires de nous soutenir à la tête de plusieurs régions, la Normandie, Auvergne-Rhône-Alpes et Hauts-de-France, tout comme nous nous engageons à créer toutes les conditions pour conserver à gauche les régions et les départements gagnés en 2015. Ce n'est pas fait, mais nous continuons dans ce sens. Avec, nous concernant, l'enjeu très important du Val-de-Marne.

Les discussions s'accroissent. Tant mieux. Et les adhérents voteront sur chacun de ces choix. En Ile-de-France et en Occitanie, les votes ont lieu ce week-end.

Dans notre parti, ce sont les adhérents qui ont le dernier mot, après avoir pris le temps d'en débattre le plus largement possible, en ayant tous les éléments du débat et des accords négociés avec telle ou telle force sur la base des objectifs nationaux que j'ai précisés.

Le confinement ne rend pas la chose facile. Il faut produire beaucoup d'efforts pour que ces débats aient lieu et que l'on s'écoute. Et je redis ici que ces débats doivent se tenir dans les instances prévues pour cela, dans nos assemblées de cellule, de section, et dans nos conférences régionales, et que le choix ainsi fait doit être respecté par tous.

Pierre Lacaze pourra faire dans le débat un état des lieux des propositions et des décisions dans chaque région et dans chaque département.

Présidentielles et législatives.

J'en viens aux échéances de 2022 et en particulier à la présidentielle, qui nous a conduit à convoquer une conférence nationale, les 10 et 11 avril prochains.

Ce quinquennat débouche sur une situation catastrophique pour des millions de salariés, de jeunes. 10 millions de pauvres, 7 millions de chômeurs, des millions de jeunes sans avenir, l'horizon bouché pour la majorité des femmes et des hommes qui veulent vivre dignement de leur travail.

Il va s'achever sur une dévitalisation sans précédent de notre appareil productif avec des délocalisations et des abandons de production massifs, avec un recul historique de notre souveraineté économique et particulièrement de notre souveraineté industrielle, mais aussi de notre recherche, privée mais aussi publique.

Il est aussi celui des mises en cause des principes fondamentaux de notre République et de grands reculs démocratiques, avec les atteintes insupportables aux libertés mais aussi une présidentialisation à outrance de nos institutions.

Il est aussi la perte de souveraineté démocratique avec la soumission de notre politique économique aux lois du marché comme à celle des traités européens.

Il est enfin celui des renoncements, dans la lutte pour le climat, pour la défense de notre exception culturelle, pour l'égalité professionnelle femme-homme.

La nation française, à l'instar d'ailleurs de beaucoup d'autres, se sent humiliée par la destruction de ses capacités productives, sa perte de souveraineté, le mépris des possédants. Jamais à ce point depuis longtemps, les questions de justice sociale et de souveraineté n'ont été aussi imbriquées.

Hormis l'accélération des politiques de destruction des grandes conquêtes populaires, les forces du capital se révèlent incapables de répondre aux besoins humains.

Et la gauche est très affaiblie.

Bien sûr, d'intenses réflexions la traversent, chacun doit bien enregistrer la catastrophe à laquelle le social-libéralisme nous a collectivement menés. Nous entendons être de tous ces débats. Mais, globalement, il n'apparaît pas de solution d'espoir pour les classes populaires, le monde du travail, celles et ceux qui créent les richesses et qui tiennent la France debout au milieu des épreuves. C'est ce que confirment les records d'abstention qui se succèdent, y compris lors des élections jusqu'alors épargnées.

Bref, le moment est d'une exceptionnelle gravité. Nous affrontons une crise généralisée, qui est de celles qui nourrissent les tentations autoritaires, bonapartistes, fascisantes. Nul ne sait comment le champ politique évoluera d'ici quelques mois. Mais nous voyons déjà se chercher des reclassements, des recompositions, des alliances tacites du côté des droites et des extrêmes droites.

Toute son histoire en fait foi, notre parti n'a jamais fait le jeu du pire. Il ne se résout donc pas aujourd'hui à ce vide politique à gauche. D'autant que, je le vois à l'occasion de toutes les initiatives auxquelles je participe partout en France, il existe des trésors d'inventivité, de créativité, de combativité, d'engagement parmi les hommes et les femmes qui se battent pied à pied contre la destruction de ce qui fait la richesse du pays.

Ceux-là, celles-là sont la richesse de la France, comme le disait si bien Jean Jaurès. Mais ils ne trouvent pas de réponses à la hauteur de leurs attentes du côté de la gauche.

La division de la gauche et des écologistes est souvent mise en cause. Elle est évidemment un problème. Mais c'est un leurre pour éviter de pointer la faiblesse de la gauche, de chaque force de gauche, pour éviter à ces forces de gauche de traiter cette question.

Qu'est-ce qui empêche aujourd'hui la construction d'un rassemblement populaire, d'un front populaire, l'union du peuple pour arracher des victoires ?

C'est justement le rôle du Parti communiste français de s'attaquer à cette réalité. C'est son rôle d'œuvrer à une alternative progressiste, à construire cette union populaire, dans l'action.

Et, pour cela, il doit retrouver son influence, reconquérir son électorat, retrouver sa force pour qu'elle serve à construire les rassemblement les plus larges, dans les luttes, comme dans les autres échéances ; je pense en particulier aux législatives qui constituent une échéance majeure.

Le débat de l'échéance présidentielle ne peut se réduire à battre Macron et Le Pen, car le formuler ainsi ce serait s'enfermer dans le scénario que le pouvoir veut imposer. Bien évidemment, la question de l'alternative ne peut être évacuée et jamais notre parti ne s'est engagé dans une bataille pour témoigner. La question qui nous est posée est précisément de se donner les moyens que nos idées entrent en grand en dialogue avec la société française pour élever le niveau de conscience, pour créer les conditions d'une alternative de gauche, avec un PCF renforcé en son sein.

Dans ce contexte de crise aiguë, de doute populaire, il y a besoin d'espoir autour d'un projet et c'est ce que nous voulons faire en défendant un projet communiste, féministe, écologiste, pour reprendre le pouvoir sur l'argent. La question est donc bien de donner de la force à ce projet et de lui donner de la force au sein de la gauche !

Mais aujourd'hui, les forces de gauche, dont la notre, souffrent d'abord de la faiblesse de leur influence et de leurs idées, pour être motrices d'une dynamique victorieuse.

- la candidate du PS est à 6 % ;
- les verts à 10 %, contre 13,5 % aux dernières européennes ;
- Jean-Luc Mélenchon est à 10%-11 %, loin des 20 % de 2017.

Où sont leurs électeurs leurs électrices ? Combien sont ils à ce jour à se réfugier dans l'abstention ? Pourquoi perdent-ils encore des électeurs.trices ?

De plus, jamais un candidat de gauche, depuis 1974, n'a gagné une élection présidentielle quand l'addition des forces de gauche était à ce niveau, autour de 25 %.

Quand la gauche gagne, en 1981, 1988 et en 2012, le total des voix de gauche au 1^{er} tour était de 43 % minimum !

L'objectif est donc bien d'aller reconquérir les cœurs et les consciences d'un électorat populaire perdu, déçu, qui ne vote plus ni pour les uns, ni pour les autres ou même qui se trompe de colère en votant à droite ou à l'extrême droite.

Nous avons donc un rôle à jouer, une ambition à porter, pour la France mais aussi pour la gauche.

Car nous, le PCF, quel que soit notre résultat, notre influence, nous la mettons toujours au service de nos concitoyens pour obtenir des avancées sociales par les luttes et les conquêtes dans les institutions.

Nous ferons le choix de faire élire plus de députés communistes et de faire partout barrage à l'élection de députés de droite et d'extrême droite.

Imaginez, si nous avions, nous, recueilli 20 % lors des dernières élections présidentielles : oui, cette force aurait été mise à disposition du monde du travail, comme des forces de gauche, pour gagner des batailles, pour construire des rassemblements. Voilà notre différence avec ceux qui renoncent à construire ces rassemblements dans les luttes et dans les échéances électorales.

Et c'est cette même ambition de rassemblement qui doit nous animer pour gagner les élections législatives où, quel que soit le résultat de la présidentielle, nous devons renforcer le poids de la gauche à l'Assemblée nationale, et donc celui du groupe communiste, voire à construire une majorité si les conditions le permettent.

La présidentielle, dont nous continuons de contester la primauté sur l'organisation de nos institutions et de notre vie démocratique, encore plus depuis l'adoption du quinquennat et de l'inversion du calendrier électoral, constitue, qu'on le veuille ou non, un temps majeur du débat politique dans le pays.

Nous n'y avons pas participé depuis près de 15 ans désormais, en tout cas, pas en tant que force politique qui présente un candidat et un projet pour le pays.

Nous allons donc désormais engager le débat et nous préparer à ces échéances présidentielles et législatives, comme décidé par les communistes lors de notre dernier congrès.

Et c'est une discussion approfondie que les communistes doivent mener en toute souveraineté, et c'est la raison pour laquelle nous devons travailler avec soin les moyens démocratiques exceptionnels dont nous nous dotons dans le contexte si particulier lié à la pandémie.

C'est un débat qu'il leur faut aussi conduire dans le pays, au plus près des acteurs et actrices du mouvement social, en lien avec les batailles sociales et politiques, et elles sont nombreuses.

C'est l'objet de la préparation de notre **conférence nationale** dont l'objet ne peut se réduire à candidature communiste ou pas, et avec quel candidat.

Si le parti prend cette décision importante de présenter un ou une candidate en 2022, elle doit être issue d'une large réflexion de tout le parti, des cellules et sections jusqu'à la conférence nationale, sur le sens d'une telle candidature, sur les contenus qu'elle doit porter, sur les électeurs et les forces qu'elle entend mobiliser, sur les objectifs que nous nous fixons, dans chaque département, sur les législatives.

Ceci impose beaucoup de rigueur dans tous les actes de direction, une volonté permanente d'associer toutes et tous au débat.

Nous proposons pour cela un calendrier qui permet d'ouvrir la réflexion sur le projet dès maintenant, avec un site bientôt prêt qui recueillera les réflexions, les contributions sur ces deux échéances importantes, les présidentielles comme les législatives. Ces contributions peuvent déjà être transmises et seront publiées dans *CommunisteS*, en attendant l'ouverture du site.

Dans la mesure du possible je souhaite que les cellules, les sections, les conseils départementaux puissent écrire des PV, leurs réflexions et qu'elles puissent les faire parvenir à Christian Picquet et Eliane Assassi qui travaillent sur le projet de texte qui sera présenté lors du conseil national du 13 mars.

Entre maintenant et le 10 avril, date de notre conférence, les communistes auront donc 70 jours pour se réunir, réfléchir, écrire et faire remonter leurs avis. Il faut y associer tous nos adhérents.

Fixons-nous l'objectif de réussir un bel exercice démocratique, malgré la pandémie, malgré les mesures de couvre-feu. Soyons innovants, audacieux. On peut se réunir par groupe, de 10, 15 ou 20.

C'est dans cet esprit que je vous propose de réunir 1 000 délégués pour cette conférence nationale, à parité, j'y insiste.

1 000 délégués c'est un exercice démocratique ambitieux dont l'objectif est d'associer le plus de communistes à la réflexion.

Au lieu de nous réunir à Paris, dans des conditions qui seront peut être interdites par un éventuellement confinement, nous proposons d'utiliser les sièges des fédérations qui pourront accueillir, dans toute la France, les délégués de chaque département. Nous serons la seule force politique à réussir cela et à donner de la force à nos choix, à nos idées.

C'est aussi pour que les adhérents aient toutes les cartes en main, et cela le plus tôt possible, que nous lançons l'appel à candidature lors de ce conseil national. Si nous décidions de le faire plus tard, cela conduirait à reconvoquer un conseil national et mettre en débat les possibles candidats début avril. Ne créons pas des conditions difficiles pour les cellules, les sections qui demandent du temps pour organiser nos discussions. Elles ont beaucoup à dire sur le sens de la décision que prendra notre parti.

J'appelle à ce que ces débats soient respectueux de chacun, même si je sais que ces débats seront passionnés. Nous sommes bien autre chose que des amis sur Facebook, nous sommes des camarades. Dans l'histoire de nos cent ans, malgré les crises, les déchirures, s'est forgée aussi l'image, la réputation d'un parti solidaire et fraternel qui a survécu jusqu'ici. Nous en sommes les héritiers et devons la transmettre.

J'ai déjà dit au conseil national mon point de vue sur le sujet. J'ai même évoqué ma réflexion sur le rôle que je pouvais assumer si nous décidions de présenter un candidat, comme je le crois nécessaire.

Je confirme ces réflexions et vous informe en toute transparence que je répondrai à l'appel à candidatures tel que le propose notre projet de résolution.